



Le pétrole de l'Irak : volé ou bradé

Par [Fadhil Al Badrani](#)

Mondialisation.ca, 03 juin 2007

[Il manifesto](#) 3 juin 2007

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Pétrole, Gaz de schiste, Énergie](#)

Analyses: [IRAK](#)



[Carte infrastructure pétrolière](#)

Bagdad.

Officiellement les réserves de pétrole irakien se montent à environ 115 milliards de barils, mais de nouvelles estimations sur ces réserves les évaluent à 210 milliards de barils. L'Irak est donc aux tous premiers rangs des puissances pétrolières mondiales, et ses réserves de gaz naturel sont considérables aussi : plus de 9 milliards de mètres cubes.

En réalité cependant, l'Irak sous occupation a plutôt le primat mondial de la corruption, liée au secteur pétrolier : chaque mois, des centaines de milliers de barils manquent au bilan comptable, par un concours de facteurs divers. Corruption, contrebande, comptabilité inefficace. Abdelluahed Al Giassany, expert irakien en pétrole, a estimé que chaque mois au moins 500 mille barils de pétrole brut sont soustraits aux caisses publiques. Même l'administration étasunienne a finalement admis qu'il y avait un problème, et elle l'estime à 100-300 mille barils de pétrole « disparu » chaque mois. Dans les circuits de l'exportation illégale, entrepreneurs et commerçants traitent avec les chefs des partis et courants politiques. Les milices utilisent les copieux revenus clandestins pour s'armer, s'étendre et poursuivre les massacres. Selon certains témoignages, à Bassora, les milices offrent du pétrole volé (souvent du marché intérieur, où il coûte moins cher, contribuant ainsi à créer la pénurie d'essence et des autres combustibles dans un pays qui est assis sur le pétrole) à 10-12 dollars le baril. Les intermédiaires doivent organiser le transport en bateau à Dubaï, où le brut est vendu au port à environ 30 dollars le baril, continuant ensuite son chemin dans les marchés internationaux, en général avec de faux certificats d'origine, ou « lavé »

avec du pétrole d'une autre provenance. La corruption ministérielle est fondamentale dans ce processus : ce sont de plus en plus souvent des fonctionnaires du ministère du pétrole qui fournissent les documents nécessaires. Peut-être que dans un ou deux ans, dit le gouvernement, le système de mesure de ce qui est pompé fonctionnera, mais jusque là on ne saura pas combien de pétrole a été subtilisé et grâce à quelles connivences.

Al Giassany cite un rapport interne du ministère du pétrole irakien de 2006, dont il résulte que les pertes de l'Irak dans le secteur pétrolier, depuis le début de l'occupation jusqu'à la moitié de l'an dernier (2006), atteignent environ 24 milliards de dollars. Ceci entre dans le cadre d'une gigantesque dilapidation des ressources publiques : 80 milliards de dollars peut-être sont partis en fumée pendant ces quatre années à cause de la corruption administrative dans les différents secteurs. Personne ne la combat sérieusement. Le gouvernement semble même faciliter le prélèvement illégal : dans la zone de Bassora on a carrément construit des conduites secondaires qui permettent de dévier le brut. Impossible qu'on ne le sache pas dans les hautes sphères. Les présumés responsables ont été bloqués et arrêtés, mais cela est arrivé... au début de l'occupation.

L'actuel gouvernement Maliki affirme avoir besoin de 200 milliards de dollars pour la reconstruction du pays, et que pour arriver à ce chiffre il faudrait 20 années d'exportations pétrolières, alors qu'il suffira de neuf années si entrain en fonction la nouvelle loi sur le pétrole et le gaz qui ouvre le secteur à des investissements directs de compagnies pétrolières étrangères. Selon l'expert Al Giassany, ceci est un alibi : l'Irak n'est plus aujourd'hui un pays sous embargo et les ressources pourraient être trouvées - par exemple en arrêtant le sac du pétrole- sans une loi dévastant à la fois l'unité nationale et la propriété nationale des richesses.

Du reste, le désordre est déjà grand. Le gouvernement, par l'intermédiaire du conseiller ministériel du pétrole Assim Jihad, nie l'existence d'intérêts d'entreprises étasuniennes sur le pétrole du pays, en soutenant qu'actuellement le pétrole exporté part en grande partie sur le marché asiatique. Mais un syndicaliste du pétrole, nous a indiqué, sous couvert de l'anonymat, que d'énormes quantités partent sur le marché étasunien avec des prix qui ne dépassent pas les deux dollars au baril. Et les kurdes, au nord du pays, sont en train d'établir des accords avec une compagnie norvégienne. Il n'existe pas encore d'accord légal pour le faire, mais la gestion de la ressource est déjà privée, ethnique même.

En attendant, la question des contrats pétroliers signés avec des entreprises chinoises et russes en 1997 n'est pas résolue. Des entreprises chinoises devaient développer, sur la base d'un contrat d'association, le champ Al Ahdeb, pour une production d'environ 90 mille barils journaliers, avec un investissement équivalent à 1,25 milliard de dollars pour 26 ans. Avec les russes, c'est le champ de Gurna Ouest à Bassora qui devait être exploité : découvert en 1971, il est en mesure de produire 600 mille barils par jour, pour un coût d'investissement de 4 milliards de dollars en 22 ans. Des contrats qui n'ont pas été réalisés à cause de l'embargo et de l'invasion étasunienne qui a mis le pays et son pétrole dans d'autres mains.

Edition de jeudi 31 mai 2007 de **il manifesto**.

Traduit de l'italien par Marie-Ange Patrizio.

Fadhil Al Badrani est journaliste irakien ; il travaille entre Bagdad et Fallujah. Il a été correspondant pour Al Jazeera à Fallujah pendant le siège de novembre 2004.

La source originale de cet article est [Il manifesto](#)

Copyright © [Fadhil Al Badrani](#), [Il manifesto](#), 2007

Articles Par : **[Fadhil Al Badrani](#)**

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca